



Costa Rica : un modèle de « développement durable » à reproduire ?

PAR VALÉRIE TILMAN,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID



ANALYSE DE LA FUCID 2026 | 04

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389



Costa Rica : un modèle de « développement durable » à reproduire ?

Le Costa Rica, petit pays d'Amérique centrale situé entre le Nicaragua et le Panama, est souvent présenté, dans le cadre de cours ou de formations au développement durable, comme un modèle à suivre en matière d'écologie et de développement humain, tant au Nord qu'au Sud. Il nous a semblé intéressant de nuancer cette position qui nous apparaît en partie comme la construction d'une image un peu idéalisée pour promouvoir le tourisme branché.

Le Costa Rica est un pays d'environ 5 millions d'habitants qui suscite depuis plusieurs décennies l'intérêt tant des écologistes que de certains économistes du développement, au Nord comme au Sud. En effet, le pays, très souvent cité comme exemple sur le plan de la préservation de l'environnement, est également fréquemment présenté comme modèle en matière de développement humain par de nombreux critiques du paradigme de la croissance. Il figure parmi les rares pays où un développement économique faible à moyen (PIB par habitant trois fois inférieur à celui de la Belgique) a pu engendrer un niveau de développement humain élevé, grâce à des politiques volontaristes et redistributives. Il constitue de ce fait un argument précieux pour les écologistes décroissant·es et certain·es économistes hétérodoxes⁰¹ qui contestent l'idée selon laquelle le niveau de développement humain serait strictement corrélé à la croissance du PIB, et qui entendent montrer que d'autres voies de développement respectueuses de l'humain et de l'environnement sont possibles.

Sans vouloir remettre en question cette conclusion selon laquelle d'autres voies de développement seraient possibles dans un contexte d'économie stationnaire ou de décroissance, il nous a paru important de vérifier si l'exemple du Costa Rica est réellement pertinent. Car il n'est rien de plus destructeur pour la crédibilité d'une théorie, *a fortiori* lorsqu'elle résiste aux modèles domi-

nants, que de l'illustrer à mauvais escient. Qu'en est-il donc de la situation réelle du Costa Rica ?

Une démocratie stable depuis 1948 et des acquis sociaux forts

Le Costa Rica est la plus ancienne démocratie stable d'Amérique latine. L'abolition de l'armée en 1948 a permis de réorienter une partie des dépenses publiques vers l'éducation, la santé et la protection de l'environnement. Le pays jouit d'un indicateur de développement humain parmi les meilleurs de la région (0,833 en 2023). Il offre un accès aux soins quasiment universel et l'espérance de vie y est de 80 ans. L'instruction y est obligatoire et gratuite, et le taux d'alphabétisation de 98%. Le pays redistribue une part importante de ses revenus (environ 20%) dans les services sociaux et s'est souvent hissé en tête du classement du Happy Planet Index⁰². Sur le plan du développement humain (considéré comme très élevé), certains indicateurs sont donc comparables, voire supérieurs, à ceux de pays plus riches⁰³.

Sur le plan de l'environnement, un quart de son territoire est classé en zones protégées (parcs nationaux, réserves biologiques, forêts de conservation), et le pays abrite 5% de la biodiversité mondiale, soit près de 500 000 espèces. Dès les années 70, des espaces protégés ont été créés sous la pression de mouvements écologistes. A la fin des années 80, le pays a choisi de développer l'éco-tourisme, désormais première source de devises du pays, comme un pilier économique, et a fait de la protection de la nature un pilier de son identité nationale. A partir de 1994, la Constitution a reconnu un « droit à un environnement sain et écologi-

⁰¹ Economistes qui remettent en question les postulats et méthodes de l'économie dominante et proposent des approches alternatives du fonctionnement économique. ⁰² Explore the data - Happy Planet Index ⁰³ Le Costa Rica surpasse l'Albanie, se situe au même niveau que la Serbie, un peu sous le Portugal (0,89) et la Grèce (0,890). L'IDH le plus élevé est celui de l'Islande. L'IDH de la Belgique, très haut dans le classement, est de 0,951.

quement équilibré », et en 1998, une loi sur la biodiversité est adoptée afin de favoriser l'exploitation durable de celle-ci. Le pays est connu pour avoir inversé une tendance à la déforestation : la surface de la forêt aurait doublé depuis les années 80, atteignant aujourd'hui près de 60% du territoire.

Sur le plan énergétique, le Costa Rica est également devenu une référence : la quasi-totalité de son électricité provient de sources renouvelables (hydroélectricité, géothermie, éolien) et le pays s'est fixé comme objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Sur base de ce que nous venons d'exposer, notamment, le pays est souvent présenté comme un modèle. Pour autant, tout est-il rose dans ce petit paradis vert ?

Quand on approfondit un peu la question, la réalité ne semble pas aussi idyllique : le pays n'est en effet pas à l'abri de fortes contradictions, sur les plans écologique, social et économique. Nous ne retiendrons ici que quelques illustrations de ces contradictions.

Entre paradis vert et « paradis chimique »

Sur le plan écologique, on notera par exemple que le Costa Rica est classé comme l'un des plus gros utilisateurs de pesticides au monde par hectare de terre arable, avec 23 kg de pesticides/ha^{#04} (certaines études citent parfois des valeurs plus élevées), notamment pour les grandes exploitations industrielles de bananes (jusqu'à 70 kg ou plus de pesticides/ha dans certaines zones de production intensive) ou d'ananas. Les cultures d'exportation dominent le paysage rural et certaines sont organisées en monocultures fortement dépendantes des intrants chimiques, provoquant la contamination des sols et de l'eau, consommée par les populations locales et les ouvriers agricoles, et occasionnant des pathologies^{#05}.

Ce contraste entre tourisme vert et agriculture polluante ne constitue pas un paradoxe, mais plutôt les deux faces d'un même modèle économique : la conservation des forêts, notamment pour le tourisme, s'accompagne de la surexploitation d'autres territoires voués à l'exportation.

Certains parlent de « colonialisme chimique » car des terres riches en biodiversité sont exploitées pour produire des denrées exportables, sans internaliser les coûts environnementaux et sociaux qui retombent sur la population locale, les écosystèmes, le sol et l'eau.

Énergie renouvelable et objectif de neutralité carbone d'ici 2050 : un pari ambitieux en renégociation ?

Sur le plan énergétique, le Costa Rica a adopté un moratoire national sur l'exploration et l'exploitation pétrolière jusqu'en 2050 afin de préserver l'équilibre environnemental. Cependant, cette promesse suscite des débats : certains secteurs soutiennent l'ouverture à l'exploitation en invoquant les arguments du levier de croissance et du besoin d'autonomie énergétique, dans un contexte de crise et de dépendance aux importations.

Par ailleurs, la forte dépendance à l'hydroélectricité et à certains grands barrages, parfois sur des territoires sensibles ou autochtones, pose également des questions de justice environnementale et de contrôle des ressources (conflits fonciers). Des projets de géothermie volcanique ou de parcs éoliens empiètent également sur des parcs nationaux ou des territoires autochtones, générant des conflits entre écologistes et promoteurs énergétiques. Certains acteurs économiques plaident d'ailleurs pour assouplir la législation environnementale afin d'ouvrir toutes ces zones protégées à des activités « nécessaires à la croissance ».

Des inégalités sociales qui restent importantes

Sur le plan social, bien que le Costa Rica affiche un indicateur de développement humain élevé, environ 20 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (26 % après la crise Covid-19 en 2021)^{#06}. La part du revenu détenue par les 10 %

^{#04} En guise de comparaison, voici les taux de plusieurs pays : Japon 12, Pays-Bas 11, Belgique 6, Etats-Unis 3, Allemagne 2,5, Suède et Finlande 0,5. La moyenne mondiale est à 2,6. ^{#05} Voir par exemple : « [Certains de mes compagnons sont devenus aveugles](#) » : les bananes du Costa Rica, produites et exportées au prix de ravages sur la santé des travailleurs. ^{#06} [World Bank Document](#)

les plus riches était d'environ 35 % en 2023. Les inégalités sont visibles dans l'accès à la richesse, aux services et à l'emploi formel. Près de 40 % de la population active travaille dans l'économie informelle⁰⁷, ce qui la prive de certains droits sociaux⁰⁸.

Sur le plan de la protection des peuples autochtones, la protection de leurs terres est présentée comme un pilier de la politique costaricienne (interdiction de l'achat de leurs terres, droits protégés). Cependant, dans la pratique, des conflits existent autour de l'utilisation des terres, des concessions forestières, des plantations ou des infrastructures dans ou à proximité de zones autochtones ou protégées⁰⁹.

Attractivité... et dépendance économique

Là où, il y a quelques décennies, l'économie reposait beaucoup sur l'agriculture (café, bananes, etc.), elle s'est aujourd'hui diversifiée vers des activités à plus forte valeur ajoutée. L'afflux d'investissements directs étrangers est un élément non négligeable de cette transformation : les récents chiffres montrent que ces investissements directs étrangers atteignent des niveaux records, notamment dans le tourisme vert, l'agriculture d'exportation et l'immobilier, ce qui témoigne de l'attractivité du pays. Mais cette forte présence de capitaux étrangers pose des questions de souveraineté et de contrôle des ressources nationales. De nombreux investissements directs étrangers dans le pays proviennent en effet de multinationales qui tirent profit des avantages fiscaux et d'un coût du travail souvent plus faible qu'aux États-Unis ou en Europe, tout en profitant d'un contexte stable.

Le revers de cette médaille est que le pays est fortement dépendant des États-Unis qui sont leur principal partenaire commercial et une source majeure d'investissements, d'emplois et de touristes. Les États-Unis y exercent en outre une influence politique indirecte par le commerce, la diplomatie et la coopération sécuritaire. Cette relation asymétrique se retrouve dans l'expression selon laquelle le Costa Rica serait le « jardin des États-Unis », une expression qui traduit bien le fait que sa nature protégée, son agricul-

ture et son tourisme bénéficient largement à des intérêts nord-américains. En effet, beaucoup de touristes proviennent des États-Unis, mais ce sont aussi souvent des capitaux américains qui financent des hôtels, des réserves privées ou des projets d'écotourisme, et certaines ONG ou entreprises américaines qui participent à la gestion ou à la promotion des espaces naturels. Dès lors, même si la protection de l'environnement est une politique souveraine du Costa Rica, les bénéfices économiques et symboliques de cette nature protégée profitent largement à des acteurs nord-américains.

Bioprospection ou biocolonialisme ?

Enfin, un point nous intéressera particulièrement ici : il s'agit de la problématique de la bioprospection¹⁰.

Le Costa Rica est un véritable « hotspot » de biodiversité¹¹ : le potentiel de recherche, de bioprospection et de valorisation des composés biologiques (plantes, micro-organismes) est immense. A la fin des années 80, le pays a été pionnier dans la recherche et la collecte de ressources biologiques (plantes, micro-organismes, gènes) en vue d'en extraire des composés chimiques ou génétiques utilisables dans la pharmacie, la cosmétique, ou l'agro-industrie.

Dès 1989, dans le contexte de la crise de la dette, le pays renégocia sa dette extérieure en échange d'investissements dans la conservation. C'est dans ce cadre qu'est né l'Institut National de la Biodiversité (INBio), un organisme public-privé chargé d'inventorier les espèces, d'explorer leurs applications commerciales et de négocier des partenariats avec des entreprises pharmaceutiques étrangères en échange d'un partage po-

⁰⁷ Voir par exemple : [Au Costa Rica, les vendeurs de rue pris en étau entre plusieurs économies](#) ⁰⁸ State of the Nation Report 2025: Macroeconomic Growth Fails to Bridge Social Gaps in Costa Rica – People of Costa Rica ⁰⁹ Ces conflits peuvent être suscités par des entreprises locales ou nationales, des acteurs privés ou publics (investisseurs, promoteurs de projets, exploitants forestiers, etc.), parfois même des autorités publiques elles-mêmes si elles concèdent des terres ou des infrastructures dans ces zones. Voir par exemple: [Risk of judicial eviction order issued against human rights defenders of the Bribri communities in Salitre I Front Line Defenders](#) ; Costa Rica: l'IE condamne le meurtre d'un dirigeant autochtone

¹⁰ La bioprospection est la recherche et l'exploration des ressources biologiques, souvent en milieu naturel, dans le but d'en identifier des usages potentiels, par exemple en médecine, agriculture ou industrie. ¹¹ Un « hotspot » est une région riche en espèces animales et végétales, souvent endémiques, mais menacée par la perte d'habitats ou d'autres pressions humaines.

tentiel des bénéfices.

INBio signa en 1991 un partenariat avec la multinationale pharmaceutique Merck, un des tout premiers contrats mondiaux de bioprospection. L'entreprise finançait des recherches sur la biodiversité locale en échange d'un accès exclusif aux collections et du droit d'utiliser des extraits biologiques pour ses programmes de développement de médicaments. Ce modèle, présenté comme un exemple de « coopération gagnant-gagnant », devait financer la science costaricienne tout en garantissant un partage équitable des bénéfices : des royalties étaient prévues si des produits commerciaux étaient développés.

Mais, rapidement, ce type d'accord a soulevé des critiques. Les promesses n'ont pas toutes été tenues, ou se sont heurtées à des limites importantes. La bioprospection n'a pas entraîné le miracle économique annoncé, et les bénéfices pour l'environnement et pour la population locale sont incertains. De nombreuses ONG et chercheurs y ont vu une forme de biocolonialisme : les savoirs locaux et les ressources génétiques nationales étaient mis à disposition d'entreprises étrangères pour des profits qui revenaient peu au pays ou aux communautés concernées. Des mouvements militants ont dénoncé la privatisation du vivant, la marchandisation de la nature, et la faiblesse du cadre juridique en matière de partage des avantages. Si la loi costaricienne sur la biodiversité de 1998 a tenté d'encadrer ces pratiques en imposant l'obtention du consentement préalable des communautés autochtones et une rémunération équitable, dans les faits, les mécanismes de redistribution demeurent flous. Plusieurs cas documentés¹² montrent que les communautés locales ne bénéficient que marginalement des revenus tirés des recherches ou des brevets issus de la bioprospection.

En 2015, l'INBio a été partiellement démantelé et intégré au Musée National du Costa Rica, après des années de critiques sur son manque de transparence et sa dépendance financière envers des partenaires étrangers. Cependant, l'activité de bioprospection n'a pas cessé : des entreprises privées, souvent étrangères, comme Vela CR ou BioDiscovery, continuent d'opérer dans le pays. Elles collaborent avec des universités et des labo-

ratoires pour identifier des molécules bioactives à fort potentiel commercial. Cette privatisation du savoir biologique a soulevé des interrogations sur la souveraineté génétique du Costa Rica : qui contrôle les données issues du séquençage génomique ? Qui décide des usages de la biodiversité ? Et quels bénéfices reviennent à la nation ?

Démystifier le modèle costaricien pour mieux penser les alternatives

Malgré son image « verte », une des caractéristiques du modèle costaricien semble donc résider dans le fait que la conservation de la nature est devenue une ressource économique. Les forêts, les plantes et les micro-organismes sont perçus comme des biens à préserver, mais aussi comme des actifs potentiels dans la bioéconomie mondiale. La biodiversité, par exemple, censée être un patrimoine commun, devient un capital valorisable dans un marché globalisé où les entreprises du Nord détiennent la technologie, les brevets et les moyens de valorisation. La stratégie costaricienne de développement durable se trouve manifestement inscrite dans une logique néolibérale, où la nature est protégée à condition qu'elle produise une valeur économique mesurable. On pourrait argumenter que cela n'est pas un mal à partir du moment où cela permet d'améliorer la préservation de l'environnement. Mais on voit que, lorsqu'on fait reposer le souci environnemental sur cette conception capitaliste, toutes les ressources naturelles pourraient être sacrifiées sans aucune considération dès qu'un intérêt économique se présente.

Pour en revenir à la question de départ de cette analyse, le Costa Rica a souvent été présenté par certain·es écologistes décroissant·es et économistes critiques comme un modèle censé attester de la possibilité de concilier un développement économique moyen ou faible, une qualité de vie élevée et un environnement sain. Il nous a paru intéressant de nuancer les choses, non pour discrépiter la thèse de ces écologistes et économistes, mais au contraire pour la renforcer en évitant de la fonder sur un exemple qui s'avère

¹² Voir par exemple <https://www.cbd.int/financial/bensharing/costarica-absinbio.pdf>; <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2010/12/Costa-Rica-summary1.pdf> ; *The Problem with Making Nature Pay for Itself*

finalement moyennement convaincant, quand on examine un peu la situation réelle de ce pays. Car, on l'a vu, le pays n'est pas exempt de failles importantes tant en matière d'économie que de développement social et de préservation du milieu. Le Costa Rica ne peut donc pas être pris en modèle sans d'énormes nuances.

Néanmoins, ce n'est pas parce qu'un exemple est mobilisé de manière discutable que la thèse qu'il est censé illustrer perd sa pertinence. L'idée selon laquelle on pourrait généraliser un développement humain et une protection de l'environnement élevés avec un PIB moyen ou faible est séduisante pour un nombre croissant de chercheurs¹³, mais il est important d'insister sur le fait qu'elle ne serait envisageable qu'à condition de la rendre effective par des politiques actives de redistribution (à partir de ressources collectives qu'il faut évidemment générer au préalable), d'investissement social, de régulation forte, et d'inscription du souci environnemental en amont, au cœur même des choix politiques et économiques. Une leçon qu'il conviendrait de méditer au moment de faire des choix de politiques économiques, de politiques sociales et de politiques environnementales réellement soutenables, tant au Nord qu'au Sud.●

PAR VALÉRIE TILMAN

CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#13 Voir notamment le courant de l'économie de la décroissance.

Bibliographie

- COECOCEIBA/Friends of the Earth-Costa Rica, *Life as commerce: bio-prospecting in Costa Rica*, <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2010/12/Costa-Rica-summary1.pdf>
- FrontLine Defenders (2023), *Risk of judicial eviction order issued against human rights defenders of the Bribri communities in Salitre*: [Risk of judicial eviction order issued against human rights defenders of the Bribri communities in Salitre | Front Line Defenders](#)
- Global Citizen, *Au Costa Rica, les vendeurs de rue pris en étau entre plusieurs économies* : [Au Costa Rica, les vendeurs de rue pris en étau entre plusieurs économies](#)
- Guide du Routard (2022-23), *Costa Rica*.
- Internationale de l'éducation (1999), *Costa Rica: l'IE condamne le meurtre d'un dirigeant autochtone* : [Costa Rica: l'IE condamne le meurtre d'un dirigeant autochtone](#)
- Simpson R.D., *The Problem with Making Nature Pay for Itself*, in *Anthropocene Magazine* : [The Problem with Making Nature Pay for Itself](#)
- Venegas G. (2025), *State of the Nation Report 2025: Macroeconomic Growth Fails to Bridge Social Gaps in Costa Rica*: *State of the Nation Report 2025 : Macroeconomic Growth Fails to Bridge Social Gaps in Costa Rica - People of Costa Rica*
- Vigna A. (2025), « *Certains de mes compagnons sont devenus aveugles* » : *les bananes du Costa Rica produites et exportées au prix de ravages sur la santé des travailleurs* », in *Le Monde* : [« Certains de mes compagnons sont devenus aveugles » : les bananes du Costa Rica, produites et exportées au prix de ravages sur la santé des travailleurs](#)